

EMPREINTES

BULLETIN DE LIAISON N° 17

4 NOVEMBRE 2016

ÉDITO

L'Institut CGT d'histoire sociale tiendra, les 24 et 25 novembre prochains, un colloque intitulé « La CGT à l'épreuve des crises (milieu des années 1970-1995) ». Cette période est celle d'une mutation profonde des technologies : réduction de la place de l'industrie classique, d'où une modification composition du monde salarial etc. C'est aussi, à partir de 1981, le défi de l'apprentissage de la conduite des luttes dans les conditions d'un gouvernement élu par la gauche.

« Qu'il s'agisse des termes, objets et modalités des débats internes, des orientations successivement adoptées, de leurs traductions organisationnelles, tactiques et stratégiques, de leurs échos au sein du salariat et dans la société française, la période retenue apparaît décisive en termes d'épreuves et d'expériences syndicales » lit-on dans l'appel à communication.

Le président de l'IHS-Ugict, qui présentera une communication, esquisse dans cette livraison d'EMPREINTES, les grandes lignes de son approche de la question.

Tu veux ou tu n'veux pas ?

Un regard sur les années 82-92

Une direction confédérale totalement engagée : Depuis le début des années 1960 les secrétaires généraux, Benoît Frachon, George Ségué, puis Henri Krasucki (1982) et Louis Viannet (1992) sont clairs : la Cgt a besoin d'une organisation spécifique pour les Ictam. Une fois créée¹, celle-ci, l'Ugict, ne tardera pas (1979) à affirmer sa double nature, se voulant à la fois organisation des Ictam affiliés à la Cgt ET outil de la Cgt au plan confédéral pour promouvoir son influence et son organisation chez cette catégorie de salariés.

Et pourtant ça résiste ! Cela ne cesse de résister ! Consterné par cette résistance, on pointe l'ouvriérisme. Cela n'a pas plus de valeur explicative que la vertu dormitive de l'opium invoquée (en latin de cuisine) par l'apprenti médecin de Molière dans « *Le malade imaginaire*¹ » ! Cela ne dit pas ce qu'il faudrait faire. L'occasion nous est donnée d'y revenir à la faveur du colloque de novembre.

Mon parti pris est a été de relire les comptes rendus des congrès confédéraux, ceux de l'Ugict, et les Spécial-Options publié à raison de quatre numéros par an de décembre 82 (n°1) à décembre 1992 (n°41). Les racines profondes de ce qui apparaît comme un véritable déni devant la réalité de la société ne peuvent manquer d'y avoir laissé des traces.

Nous sommes en 1982, au congrès de Lille. Henri Krasucki va être élu secrétaire général. Il présente le rapport du Bureau confédéral. Ecoutons-le :
1

« Au cours de cette période, de profonds changements sont intervenus dans la manière de travailler, de vivre et de consommer. »

[...] « Et dans ces moment-là, ce qui est à l'ordre du jour, c'est une mutation historique de la société. Un système a fait son temps, un nouveau doit apparaître.

EMPREINTES

[...] Ce qui domine c'est, en fin de compte, le besoin de démocratie dans tous les domaines, et cela suppose de toucher au fondamental. Le fondamental concerne bien des domaines. Le plus crucial, parce qu'il est au cœur des choses, c'est la démocratie économique.

L'importance de la démocratie reviendra souvent au cours du débat. Cela allait de soi pour les délégués. Il faut croire qu'Henri ne croyait pas que ça allait de soi. Il continue :

« Finalement, là aussi c'est la vie et non les schémas préétablis de qui que ce soit qui décidera. La vie, dans son mouvement, dans sa complexité et donc les travailleurs, l'aptitude de tous les protagonistes du changement à s'adapter, à innover. »

« A cette nouveauté-là, tout le monde doit s'adapter, car elle crée des obligations à tous. [...] à tous les syndicats, aussi. A nous, comme aux autres. [...] Tout le monde d'une manière ou d'une autre a eu SA vision ancienne des choses et en demeure marqué. »

Ce passage (*SA vision ancienne...*) ne trouve pas le même écho que la démocratie dans les débats, pas plus que ce qu'il dit, quelques minutes plus tard, sur le réformisme :

« A propos de cette question vitale de l'unité d'action, il y a lieu de bien se comprendre sur l'une de ces idées qui peuvent poser problème si on ne va pas plus au fond des choses.

« On se trouve confronté, dans la recherche de l'unité et dans la lutte syndicale, à un ensemble de pratiques, voire de théories dont sont porteuses les forces que l'on qualifie traditionnellement de '*réformistes*'. »

« Dans l'histoire du mouvement syndical de notre pays, cette expression a un sens bien précis.

« Elle s'applique aux partisans de réformes à portée limitée, qui ne touchent pas au fond des choses et qui s'arrêtent dès qu'il s'agit de transformer la société. Elle établit une démarcation entre ceux-là et les partisans d'une conception de luttes de classe dont nous sommes les héritiers et les continuateurs.

« Nous avons une toute autre idée des réformes.

Nous sommes, et depuis longtemps, des partisans convaincus des réformes.

« Mais nous n'en avons pas une vue limitée.

« A nos yeux, il y a continuité entre les réformes partielles qui améliorent la situation du moment et les réformes fondamentales, touchant à l'essentiel et conduisant aux transformations indispensables de la société. »

« Autrefois l'opposition réformisme-lutte de classe a pu entretenir des positions de rejet parfois excessives. Depuis longtemps déjà la CGT a intégré une partie de cet héritage-là aussi.

« Au fil du temps, nous avons affiné progressivement notre propre conception des réformes et assuré notre présence, positive et fidèle à nos idées de lutte, sur les terrains de l'action sociale comme la Mutualité ou les Coopératives.

« Aujourd'hui, compte tenu de la situation, nous avons acquis une vision plus riche, plus complexe encore des réformes, tout en restant conscients de leurs limites, nous le sommes tout autant de leur nécessité et des possibilités transformatrices qu'elles recèlent dans notre optique de lutte de classe, pour construire une France socialiste. »

Au congrès, personne ne relève cette audace, ni ne vient la soutenir, encore moins l'applaudir. Aucun d'entre nous n'aurait dû entendre cela sans s'interroger sur son propre discours. Aucun n'a jugé utile d'intervenir à ce

EMPREINTES

sujet. Ou peut-être n'a osé le faire ? Ou s'est demandé comment le faire ? « Ça craint grave » aurait-on dit aujourd'hui !

Le syndicalisme à quoi ça sert ?

C'est le titre et le thème de Spécial-Options n°15 (juin 1986)

Une journaliste, Thérèse Fournier, a été chargée d'enquêter sur le terrain, à savoir Thomson-Sartrouville. Et là, on comprend mieux ce qui se passe :¹

« Malétras fait partie de cette relève qui s'intéresse aux problèmes économiques : « *C'est par là qu'on a gagné davantage de crédit chez les Ict. Nous faisons un complexe. Nous nous sentions en infériorité pour discuter avec les cadres. A la finale, on s'aperçoit qu'ils sont loin d'avoir la maîtrise de tout et on a moins cette crainte de passer pour des charlots. Oui mais « on », comme dit Malétras, qui ne prononce jamais le « je » trop « nombriliste » à son goût, « n'aime pas se frotter aux ingénieurs. Il fallait avoir la santé. Etre gonflé à mort. Il y a une évolution mais c'était si épuisant qu'on préférerait occuper le terrain.* » Autrement dit, rester dans un syndicat, fort, solidaire, fraternel : « *un syndicat rassurant* », note-t-il.

« Yves Boixel, ajusteur, trente ans, a également de mauvais souvenirs de ses « sorties » dans les petits ateliers de montage des techniciens de l'électronique : « *J'y suis allé il y a deux ou trois ans à propos du blocage des salaires pour une pétition. Ils sont vachement réformistes. Quand on discute avec eux, on les heurte. On ne parle pas de la même chose. Ils ne viennent pas nous rejoindre.* » Boixel n'y est pas retourné : il ne les a pas rejoints non plus.

« L'ingénieur Vincent Dubois, représentant Cgt au comité d'établissement, vit les choses différemment. Lui, il trouve que les ouvriers ne communiquent pas spontanément. Ils sont mal à l'aise. « *Je m'étais inscrit à l'association sportive et je faisais du cross avec Jean-Pierre Cuny (technicien issu des ateliers, secrétaire du Ce), eh bien, on ne discutait jamais. Les ouvriers s'imaginent que les diplômés confèrent une sorte de supériorité en tout. Moi, je connais le milieu ouvrier. Mon père était employé dans le textile et mon premier salaire était supérieur à sa dernière paie. Je sais ce que représentent les difficultés financières même si mes parents ont poussé leurs enfants dans les études, j'ai un frère Normalien et j'ai suivi l'Ensi de Nantes. Mais la Cgt, ici, ignore tout de l'ingénieur qui a des ressources moyennes. Pour elle, le fait d'avoir le titre double mon salaire.* »

« Valenciennes, dit "*le fripé*", parce qu'il va avoir soixante ans, ou "*le gros*", parce qu'il l'a été, "*la solidarité n'existe plus à cause de la présence majoritaire des techniciens : chez eux, c'est chacun pour soi*". Lui aussi est une figure du syndicat [...] »

En voilà donc un qui soulève sans en avoir conscience ce qui sera l'un des problèmes centraux de l'Ugict et bientôt de toute le Cgt : la diversification qui est autre chose que la spécificité. Et, qui plus est, ce qui le déconcerte, c'est l'affaiblissement de l'esprit de solidarité, autrement dit le côté « salarié exploité général » au fondement de la lutte de classe. Thérèse Fournier poursuit :

« Il se souvient des bonis et de la lutte, "*une drogue qui nous remettait sur la sellette*", [...] *dans les conflits, on voyait plus les bleus que les pharmaciens, à part les techniciens du contrôle*". Pittoresque avec son bagout vissé sur le crâne, il a eu un jour cette expression rappelée par Malétras : "*Les techniciens sont les trouillards du patronat*". [...] Et de la bouche d'un autre : "*Ils n'ont pas de couilles au cul*". Paradoxalement, c'est à une femme, technicienne à qui fut attribuée cette virile image ! Mal lui en a pris d'avoir "*le courage d'un mec*" elle fut victime d'une répression ouverte [...] »

¹ Spécial-Options n°15.

EMPREINTES

On a ici une indication plus précise sur ce qui caractérise, aux yeux de certains, une position de classe. La profondeur de la résistance ressort de la description de ce qui s'est produit pour celle qui avait le *courage d'un mec* :

« Marie-Claude, dessinatrice, a dû cacher son appartenance syndicale pour être embauchée au bureau d'études. Six mois après, elle a demandé une dérogation pour se présenter aux élections du personnel. Elle s'est donc retrouvée seule femme au milieu d'hommes et seule cégétiste au milieu d'un fief cégétiste. Tous ses déplacements alors furent contrôlés, sur un carnet, par son chef de groupe. On jasait sur sa voiture trop grosse, sur son manteau de fourrure, sur son pavillon comme si pour une femme mariée avec un cadre, le travail n'était pas un droit, la recherche d'une identité. [...] »

On a envie de persifler : avec un tel esprit (avoir des couilles au cul), la réunification syndicale chez Thomson-Sartrouville était peut-être possible. Non ? Et ce n'est pas le seul lieu. Le congrès de l'Ugict à Nantes en 1996 a été le théâtre d'une honteuse explosion machiste lorsqu'une déléguée a tenté de poser depuis la tribune la question du harcèlement sexuel.

« *Les problèmes économiques, c'est par là qu'on a gagné davantage de crédit chez les Ict* » constatait au début de l'article de Thérèse Fournier un militant qui se reconnaissait mal préparé. On se reportera ici à cette réflexion de Gérard Alezard en concluant sa contribution sur « La CGT, de la construction du programme commun à l'actualisation et à la rupture » dans un colloque sur « Les politiques économiques de la gauche et le mouvement social en France (1936-2002) »² :

« Le contenu des programmes est insuffisamment perçu. Qu'il s'agisse des propositions de la CGT, démocratie économique et politique, nationalisations ou du programme commun³ lui-même, l'adhésion est très marquée au coin d'un accord « idéologique ». Il y a une difficulté à appréhender la dimension et ... les limites des propositions économiques. L'accord est massif sur le champ de nationalisations, certes, mais essentiellement sur une démarche de « transfert de compétences » pour sa prise en charge par « le politique ». D'un côté, on valide la ligne politique du programme commun, et, ou, du PC, de l'autre, l'argumentation économique est quasi exclusivement destinée à valider les revendications.

Ainsi, entre lutte pour les revendications sociales et lutte idéologique, il n'y aurait pas ou fort peu de place pour l'action sur le terrain économique qui serait renvoyée alors au lendemain de la « rupture ». Périodiquement, on le verra, ce postulat revient dans les débats et limite la portée de l'action syndicale. En même temps, l'expérience confirme, là où elle existe, l'efficacité d'une démarche syndicale associant « social » et « économique » comme composantes mêmes de la vocation syndicale.

« On vérifie là encore les hésitations et la frilosité à assumer, dans une même démarche syndicale, revendications et propositions économiques, au titre même de l'organisation, en adéquation avec sa nature et sa vocation. Cela est manifeste pour ce qui est de l'intervention sur les choix de gestion, tant pour les travailleurs que pour le syndicalisme. »

On ne peut s'expliquer cette « frilosité » qu'en ayant à l'esprit ce qu'a été la naissance du syndicalisme révolutionnaire à la fin du 19^{ème} siècle et l'héritage qu'en a reçu le syndicalisme de classe, base de la cohésion de la Cgt. Cette frilosité est, elle aussi, largement idéologique. Il faudra une longue période historique pour découvrir la capacité transformatrice des luttes sur le terrain économique. Cette découverte ne sera pas le résultat

² Colloque « Les politiques économiques de la gauche et le mouvement social en France (1936-2000), Contribution de Gérard Alezard.

³ Il s'agit du Programme commun de la gauche, signé le 27 juin 1972 par le PS, le PCF et le MRG.

EMPREINTES

seulement d'une « bataille d'idée ». Il sera aussi et surtout le fruit de l'expérience de luttes « tous azimuts » développées à la faveur des circonstances.

Mais revenons à Spécial Options où on relève ce commentaire de Michel Blondeau (à l'époque secrétaire général de l'Ufict métaux) :

« Le côté révolutionnaire apparaît beaucoup dans l'article de Thérèse Fournier. Le syndicalisme Cgt est là pour répondre aux besoins des salariés de toutes catégories avec tout ce que représente l'expérience revendicative dans le changement de société. En ce sens, comme l'exprime Jean Desmaison⁴, les techniciens qui militent parmi les ouvriers ne peuvent imaginer être les gardiens des idées révolutionnaires ! Pas d'arrière-pensée du type « *confier un syndicalisme spécifique Cgt à des catégories aussi réformistes, c'est affaiblir les positions de classe* ». Les idées de classe, le jardin syndical, ça se cultive ! Cela est vrai pour tous les salariés. La vie montre que c'est bien en mettant en œuvre toute notre orientation que l'on avance. Et c'est justement parce qu'il y a beaucoup à conquérir chez les Ict, qu'il faut oser faire les efforts pour créer les conditions du syndicalisme Ugict dans l'entreprise. C'est une mutation essentielle !

Michel Rondeau formule explicitement LA question : comment être une organisation spécifique et être en même temps sur des positions de classe ? Cette question est en fait déjà au centre du 9^{ème} congrès de l'Ugict en décembre 1985. Elle n'est pas formulée comme une question théorique mais à travers les revendications et notamment la question de l'individualisation. Il est vain de chercher une réponse théorique à ce genre de question. La réponse est dans la démocratie syndicale : « partir de la base.

En 1991 H. Krasucki se prépare à passer la main. Le constat, c'est que nous n'avancions pas. Et il met les pieds dans le plat :

« [...] le fait est qu'ont existé et que persistent des conceptions et des pratiques étroites, ce qui demeure un problème assez répandu dans la Cgt pour des raisons historiques.

« Plus gravement, a existé et persiste une résurgence de conceptions et pratiques tout simplement fausses et archaïques de la Cgt.

« Il faut bien le dire, des conceptions élitistes : il y a 'ceux qui savent' et les autres, il y a 'les sûrs et les douteux' etc. Disons-le carrément : une conception type 'courroie de transmission'.

« Des camarades se sont considéré (et se considèrent encore) 'en mission' dans la Cgt ; Gardiens d'une 'orthodoxie' étrangère à la Cgt (et étrangère aux conceptions réelles et explicitement affirmées dans le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier français)⁵. »

La chose sera reprise dans de document d'orientation du 44^{ème} Congrès confédéral (janvier 1992). Louis Viannet va être élu secrétaire général. Deux mots jalonent son rapport : « rassemblement, diversification ». Il y a dans le ton quelque chose de pathétique, une alerte !⁶. Louis s'interroge :

« Est-il possible de construire aujourd'hui un mouvement suffisamment *rassembleur*, suffisamment tenace pour obtenir la satisfaction des revendications ? [...] La volonté unitaire est forte mais la division syndicale persiste. [...] La méfiance entretenue contre une politisation du syndicalisme nourrit cette attitude de recul.⁷

⁴ Alors secrétaire général de la Fédération Cgt des travailleurs de la métallurgie

⁵ CCN de juin 1991 Le Peuple n° 1331/1332, p. 23

⁶ Le Peuple n° 1346

⁷ Le Peuple n° 1346

EMPREINTES

Louis reprend l'analyse de son prédécesseur en 1982, mais il le fait sur le ton de l'urgence :

« Oui, *nous sommes lucides* sur les nombreux changements qui traversent le monde du travail et les conséquences qui en découlent. Nous n'avons besoin de personne pour comprendre que les salariés d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier et visent des situations différentes que celles de leurs aînés.

[...] « Pour autant, la contradiction entre exploités et exploités reste bien la réalité profonde [...] Mais ce qui est vrai, c'est que le cercle des exploités s'est considérablement élargi et *diversifié*. [...] Cela ferait bien l'affaire du patronat si la Cgt avait été atteinte de cécité au point de réduire sa vision et sa conception du syndicalisme de classe à un syndicalisme des seuls ouvriers. Une Cgt toute vêtue en bleus de travail... Ce serait tellement mieux. [...] Historiquement, ce sont les ouvriers de l'industrie, des mines, des transports, du commerce, etc. qui ont forgé un syndicalisme de lutte et de *rassemblement*...

[...] « En clair, ce que recherchent les salariés de toutes les catégories, c'est bien une action syndicale ancrée sur les revendications et *non sur l'idéologie*, sur la démocratie et *non sur la délégation de pouvoir*, sur l'indépendance et *non sur le clientélisme partisan*, recherchant l'unité *sans jeter d'exclusive, sans préalable* et dans la transparence des positions de tous.

Cette démarche n'allait pas de soi puisqu'à l'époque il fallait la réaffirmer avec tant de force ! Quelles réflexions nous sont-elles suggérées par ce retour, bien incomplet, sur 10 années de la vie de l'Ugict dans la Cgt ? Le débat est ouvert !

Cela reste un mystère :

Comment, comprendre le peu de réactions, dans la majorité des entreprises où la Cgt est organisée, à l'appel, sans cesse renouvelé de 1982 à 1992 d'Henri Krasucki à Louis Viannet, pour adapter la vie syndicale, structures comprises, à une société totalement transformée ? Faut-il chercher une explication dans une loi sociologique concernant les mécanismes de pénétration, parfois fulgurante, parfois très lente d'idées dans la masse de l'opinion ? Il faut aussi penser les obstacles non-dits. Parce qu'indicibles peut-être : *Qu'est-ce qui gêne* et qu'on ne peut pas dire, ou dont on n'est peut-être pas tout à fait conscient ? Ou qui passerait difficilement pour une position « de classe » ?

Être sur des positions de classe,

Cela signifie-t-il être sur les positions de la classe ouvrière ? Et dans ce cas, comment ces positions sont-elles définies ? Par qui sont-elles exprimées ? La Cgt est, statutairement, ouverte à tous les salariés sans distinction. Une grande diversité de vues y existe, quant à l'avenir de la société, les transformations sociales nécessaires, les revendications prioritaires, etc. Il n'existe pas d'obligation d'adopter une vue particulière à ce sujet, ni à la base ni dans les organismes de direction. L'unité se fait non sur des opinions politiques mais sur le rôle du syndicat.

Au 43^{ème} congrès confédéral, 1989, un délégué, de Renault Billancourt :

« Certains résultats nous confirment notre audience : + 5,7 % aux élections professionnelles (52,20 % tous collèges confondus) ; plus le gain d'un siège d'administrateur (4 sur 6), et cela alors qu'il y a modification sociologique importante avec un poids plus grand des ICT et employés. » (Le Peuple n^{os} 1291-92-93, p.18)

EMPREINTES

L'intervenant ne tente pas une analyse de l'impact de la modification sociologique sur le résultat électoral. Cet impact est présenté comme un handicap : le bon résultat est obtenu malgré cette modification ! La sincérité de ce témoignage jette une lumière crue sur ce qui fait problème : le déni des transformations techniques, économiques, qui ont d'ores et déjà bel et bien révolutionné la société. (A.J.)

Ce qui gêne dans les entreprises ?

La vie syndicale en entreprise est faite d'une succession d'actions, de négociations et de pauses. L'appréciation du rapport de force est une fonction déterminante des responsables syndicaux. L'apparition d'un syndicat Ugict habilité à définir son action en convergence avec le syndicat improprement appelé « général », mais en toute autonomie, est de nature à modifier les éléments à prendre en considération. Nous dirons simplement que l'analyse des problèmes et des conflits en termes authentiquement « de classe » (notre crédo), *c'est plus facile à dire qu'à faire !* (A.J.)

Changer pour rester elle-même :

La Cgt n'est certes pas la Sicile du 19^{ème} siècle observée par Lampedusa dans *Le Guépard* mais elle doit, elle aussi, changer pour rester révolutionnaire. C'est au fond le sens des objurgations lancées à l'adresse des militants par les secrétaires généraux dans leurs rapports devant les congrès confédéraux successifs. Mais changer quoi ?

En ce qui concerne les Ictam, il faut se souvenir qu'au moment de la refondation dans les années 1963/65, on s'est efforcé de justifier, aux yeux des sceptiques, la nécessité d'une structure spécifique en la présentant comme la forme de l'alliance des couches d'Ictam (on n'utilisait pas ce sigle à l'époque) avec la classe ouvrière tenue pour le noyau révolutionnaire de la société. Passé 1968, on a abandonné cette démarche qui n'avait pas sa place dans la conception d'une Confédération ouverte à tous avec les mêmes droits. Le changement « pour rester soi-même » concerne donc le fondement idéologique même de l'ouverture en grand de la Cgt à ces catégories : à quel titre les Ictam ont-ils leur place à l'égal de tous dans la Cgt. Non pas au titre d'alliés acquis à la cause mais au titre de salariés comme les autres mais occupant une position spécifique dans le travail. (A.J.)

André JAEGLE, président de l'IHS Ugict

ACTIVITES

-Au dernier Bureau de notre IHS : Un point a été fait sur l'activité engagée concernant le travail social. Cette activité a dû être suspendue à cause de l'absence momentanée de notre camarade Jocelyne Guyheu, absence liée à un important problème de santé. Nous lui souhaitons tous un prompt rétablissement et espérons la retrouver rapidement parmi nous.

EMPREINTES

Annie Dosualdo, co-animatrice du collectif, procédera à un recensement des matériaux recueillis ou élaborés à ce jour.

-Le travail entamé sur la numérisation des archives des congrès de l'Ugict va se poursuivre après la réalisation de ce travail pour les trois premiers congrès.

Dans le même temps notre Président notamment, continue de rechercher des contacts avec d'autres organisations de la CGT pour obtenir des coopérations en vue de développer ce travail de numérisation.

-Une coopération est envisagée avec l'IHS métaux sur la reconnaissance de l'action de Pierre-Louis MARGER dans le domaine de la formation

Une autre est en vue avec l'IHS mines-énergie en prévision de la célébration, en octobre 2017, du 80ème anniversaire de la création de l'Ufict M.E.

Institut d'Histoire Sociale
UGICT-CGT Case 408
93516 Montreuil Cedex
Ihs-ugict.cgt@laposte.net
Tél. : 01 55 82 83 40
Fax : 01 55 82 83 33

